

## DOCTRINE

### Droit pénal de l'entreprise

3 *Responsabilité personnelle et solidaire des gérants, administrateurs et dirigeants de fait de sociétés en cas de faillite : la jurisprudence*

par Marie-Hélène VRIELINCK

9 *Le Cantique du Non bis in idem et son application quantique : réflexions sommaires à propos de l'arrêt de la Cour eur. D.H. du 15 novembre 2016*

par Philippe DE KOSTER

### Droit pénal social

17 *Une sanction applicable au donneur d'ordre spécifique à la lutte contre la traite des êtres humains en cas de dilution de responsabilité : une avancée pour prévenir le phénomène ?*

par Nel PHILIPPOT

## JURISPRUDENCE

### Droit pénal de l'environnement

35 *Cass. (2<sup>e</sup> ch.), 15 juin 2016*

Environnement – Sanction administrative – Amende – Peine – Sursis – Nouvelle infraction – Absence de disposition légale autorisant la révocation du sursis

36 *NOTE – Les règles applicables au sursis en droit pénal de l'environnement : un outil légal incomplet*

par Lucie LEVEAUX

### Droit pénal de l'entreprise

43 *Cass. (2<sup>e</sup> ch.), 2 mars 2016*

I. Action civile – Civilement responsable – État – Organe – Notion

II. Action civile – État défendeur – Prescription – Délai – Article 26 du titre préliminaire du Code de procédure pénale

III. Action civile – Infraction fiscale – État partie civile – Dommage réparable

IV. *Non bis in idem* – Étendue – Infractions fiscales déjà sanctionnées – Infractions connexes ou formant un tout indivisible avec celles déjà jugées – Faux et usage de faux de droit commun et fiscaux

V. Action civile – Absence de recours contre la décision rendue sur l'action publique – Irrecevabilité du pourvoi qui critique les conséquences civiles de la décision passée en force de chose jugée sur l'action publique

VI. Action civile – Dommage – Détermination – Évaluation *ex aequo et bono* – Conditions

VII. Action civile – Dommage – Réparation – *Fraus omnia corrumpit* – Notion – Infraction commise par les organes d'une personne morale préjudiciée

49 *Conclusions de l'avocat général D. Vandermeersch*

- 57 *Cass. (2<sup>e</sup> ch.), 29 juin 2016*  
 Abus de confiance – Éléments constitutifs – Fait matériel de détournement ou de dissipation – Une intention délictueuse qui consiste en l'intention de s'approprier la chose remise et d'en disposer en tant que propriétaire – Une remise de la chose préalable et précaire
- 59 *Liège (6<sup>e</sup> ch.), 14 avril 2016*  
 Blanchiment – Article 505, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, Code pénal – Éléments constitutifs – Dépôt en espèces sur un compte bancaire (élément moral)
- 60 NOTE – Le dépôt en banque peut-il être constitutif d'un délit de blanchiment au sens de l'article 505, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, du Code pénal  
 par Arnaud LECOCQ et Julien MOINIL
- Droit pénal social**
- 67 *C. const., 24 novembre 2016*  
 Accidents du travail – Responsabilité civile – Employeur – Infractions graves à la réglementation relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail – Immunité – Levée – Condition de mise en demeure de l'employeur par l'administration pour des infractions graves – Mentions obligatoires
- 71 *Cass. (3<sup>e</sup> ch.), 7 mars 2016*  
 Travail à temps partiel – Présomption de contrat de travail à temps plein – Contravention – Constatation – Procès-verbal – Force probante particulière
- 73 *Mons (4<sup>e</sup> ch. B), 9 novembre 2016*  
 Chômage – Fausses déclarations faites par l'employeur – Absence de bénéfice propre (non relevant) – Infraction commise par les travailleurs – Utilisation de « bics magiques »
- 75 *Mons (4<sup>e</sup> ch. B), 10 février 2016*  
 I. Code pénal – Traite des êtres humains – Notion de recrutement et de prestation de travail – Absence de nécessité d'un contrat de travail – Dignité humaine : indices  
 II. Code pénal – Cause d'excuse absolutoire (art. 5) – Personne morale poursuivie comme civilement responsable – Possibilité d'invoquer pour la personne physique la cause d'excuse absolutoire  
 III. Code pénal social – Responsabilité civile de l'employeur – Fautes commises par un préposé ou un mandataire
- 79 NOTE  
 Charles-Eric Clesse
- 81 *Actualités*
- 85 *Recensions*